

Double casquette de... ministre et bourgmestre

■ Les ténors ont tenu à rester maîtres dans leur commune, observe J.-B. Pilet (ULB). Ce qui a eu des incidences.

Entretien **Annick Hovine**

Directeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB, Jean-Benoît Pilet a décodé pour "La Libre" la composition des nouveaux exécutifs wallon et francophone en pointant plusieurs aspects marquants.

1 L'arrivée de grosses pointures. Pour le professeur Pilet, cela signifie que l'échelon fédéré n'est définitivement plus vécu comme un niveau de seconde zone. *"Depuis quinze ans, on voit, de législature en législature, la montée de figures importantes au niveau régional. C'est encore confirmé cette fois-ci. De fortes personnalités ont été nommées au gouvernement wallon comme au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Devenir ministre régional ou communautaire, ce n'est pas faire un pas en arrière. Quand on y a un gros portefeuille, on peut y exercer une carrière de premier plan, tout autant qu'au fédéral."*

En 1999, Elio Di Rupo, patron du PS et Premier ministre sortant, avait été ministre-président wallon pendant quelques mois, rappelle le politologue.

La figure de Joëlle Milquet au poste de l'Enseignement obligatoire, qui mobilise 90% du budget de la Communauté française, est singulièrement un signe de cette évolution, ajoute-t-il. *"On a placé là, pour le portefeuille le plus important et le plus visible, une personnalité de premier plan avec une carrière dont peu d'hommes politiques francophones peu-*

vent se targuer: présidente de parti pendant douze ans, vice-Première CDH et ministre fédérale pendant longtemps... C'est quand même un signal fort."

2 Des petits ajustements restent possibles. La montée régionale des ténors est-elle le signe que le PS et le CDH ont intégré la 6^e réforme de l'Etat – qui consacre un important transfert de compétences vers les entités fédérées –, ou, plus prosaïquement, qu'ils ont compris qu'au fédéral, c'était grillé pour eux? *"Les choses seraient peut-être un peu différentes si le PS et le CDH étaient en train de négocier une coalition fédérale dans laquelle ils seraient certains de se retrouver, admet Jean-Benoît Pilet. Rien ne garantit que les gens nommés hier resteront en place jusqu'à la fin de la législature. Il faut rester prudent. Il pourrait encore y avoir des mouvements d'un exécutif à un autre, par exemple, si une personnalité comme Laurette Onkelinx se retrouve sans rien. On pourrait avoir des petits ajustements. Une législature,*

c'est long et les changements de ministres en cours, ce n'est pas rare du tout."

3 Beaucoup de ministres: une tendance naturelle. Il fallait cette fois partager le gâteau régional et communautaire entre deux partis et plus trois (Ecolo n'est plus là) mais il y a davantage de ministres que sous la précédente législature. Etonnant. *"Oui et non, tempère le politologue. Les fonctions ministérielles, c'est une manière, pour un parti, d'équilibrer les pouvoirs et de récompenser, voire de construire, des personnalités. S'il y en a plus, le président peut mettre plus de gens en avant. C'est une tendance naturelle."* Cela dit, depuis plusieurs années, de nombreux pays européens réduisent la taille des gouvernements pour envoyer un signal par rapport à la crise, relève Jean-Benoît Pilet. Même si, par rapport aux dépenses publiques totales d'un Etat ou d'une entité, ce n'est pas le salaire d'un ministre et de ses collaborateurs qui va entraîner un surcroît de déficit... *"Mais c'est un signal symbolique et les entités fédérées ne l'envoient pas."*

4 Des doubles casquettes ministres-bourgmestres. Une des raisons de l'inflation de ministres au Sud, c'est le quasi-abandon des doubles casquettes, soit des ministres présents à la fois dans l'exécutif wallon et dans l'exécutif francophone. "Au cours de la précédente législature, on avait placé la Communauté française dans la logique de la double casquette qui, il est vrai, donnait le pas au fait régional. Ce n'est plus le cas", constate le professeur Pilet. Il y en avait cinq, on est tombé à deux... "Est-ce purement une question de distribution des portefeuilles ou est-ce lié au fait que l'accent régionaliste est moins fort? On sait que le CDH –et le PSC avant lui– a toujours été rétif à l'idée que la Communauté française n'était que la somme des

deux régions, ce qui est plutôt le point de vue qui prévaut au sein du PS et, dans une certaine mesure, au sein du MR."

Le politologue pointe une autre raison. "Il ne faut pas le nier: beaucoup de ministres occupant des fonctions importantes tiennent à rester bourgmestres, en contournant quelque peu l'esprit de la loi sur le cumul (interdisant partiellement le cumul, Ndlr), au prix d'astuces qu'elle leur offre. Paul Magnette, Maxime Prévot, Paul Furlan et Rudy Demotte ont dit, en gros, qu'ils resteraient les véritables bourgmestres de leur commune." Forcément, ça rend plus difficile la double casquette. "Cela a dû jouer dans une certaine mesure. Cumuler les fonctions de ministre-président de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et celle de bourgmestre de Charleroi, quand bien même on serait empêché, mais quand même actif ça devenait lourd..."

Les deux seuls ministres qui ont la double casquette, Jean-Claude Marcourt (PS) et René Collin (CDH), n'exercent pas de fonction maïorale, souligne encore le politologue.

"Devenir ministre régional ou communautaire, si on a un gros portefeuille, ce n'est pas faire un pas en arrière."

JEAN-BENOÎT PILET
Directeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'ULB.